dans ses propositions. Cela ne peut pas être effectué par la parole lancée par la Vérité du 1 mai "En avant dans toute la France avec St. Denis".

En attendant de pouvoir discuter avec vous les remarques dont il est question dans la présente lettre, fraternellement,

Martin.

Chers camarades,

Paris, le 2 juin 34

Nous vous accusons réception de votre lettre du 23 mai, qui s'est croisée avec la nôtre en date du 23. Nous nous tenons entièrement sur la base exposée dans notre lettre. Nous attendons votre réponse et, afin de faciliter la discussion, nous vous fournissons ici les explications demandées dans votre lettre du 23.

I) LA TACHE D'AUJOURD'HUI. Vous nous reprochez une "insuffisante adaptation à la situation française" des tâches tracées dans l'article de L.D. publié dans la Vérité du I7 novembre 33. Permettez-nous de ne pas être d'accord avec cette manière de poser la question. Selon nous, il faut partir d'une appréciation objective des rapports de force, en France et internationalement, tels qu'ils sont actuellement établis. Vous nous renvoyez à un article publié il y a sept mois. Ses recommandations méthodologiques sont évidemment valables encore maintenant. Mais pendant ses 7 mois, des évènements considérables sont intervenus ici, qui ont profondément modifié la conjoncture politique, et placé au premier plan des tâches qui qui se trouvaient à cette époque à l'arrière-plan.

En novembre 33 Daladier règnait en France. Nicole triomphait à Genève, et en Belgique le POB proposait son plan aux masses travailleuses et petites bourgeoises. Dans cette phase, la social-démocratie française "réclame" le pouvoir. C'est pourquoi nous avons mis en avant le mot d'ordre: "Que les socialistes prennent le pouvoir. Qu'ils appliquent leur propre programme. Nous défendrons toutes mesures énergiques en faveur de la classe ouvrière".

Mais depuis, une série d'évènements sont survenus: l'offensive acharnée de la réaction et des fascistes (décembre-janvier); le coup de force du 6; l'effondrement de la majorité parlementaire radicale; la riposte des masses travailleuses, le gouvernement des décrets-lois et l'offensive déflationnistes, le mouvement dans la classe ouvrière en faveur du front uni et pour une défense réelle contre le fascisme. Dès la crise de février, la grève générale posait non seulement le mot d'ordre: défense de nos libertés démocratiques, mais aussi: "A bas le gouvernement Doumergue, et par conséquent: balayez cette Chambre fantôme. Pour une Assemblée démocratique. Alliance ouvrière contre le fascisme - vers le gouvernement prolétarien." Ainsi, depuis février, la lutte pour les libertés de la classe ouvrière, que le gouvernement bonapartiste veut faire disparaître, est étroitement combiné avec la revendication du pouvoir ouvrier prolétarien. C'est pourquoi on ne peut pas se limiter comme vous le dites, à"défendre les conquêtes démocratiques en les renforçant et en les étendant."

Avons-nous eu tort en février (tract du I2 en particulier) de poser le problème des soviets à travers la tactique du front unique et les revendications démocratiques indispensables? Voilà la question réelle. Votre argumentation laisse entendre que vous condamnez toute la tactique suivie par nous depuis février; c'est pourquoi il faut faire la clarté sur ce point.

2) Votre deuxième critique découle de la première. Vous nous reprochez d'avoir lancé: A bas le gouvernement Doumergue, au lieu de: les socialistes au pouvoir (le I2). (Par parenthèse, s'il était faux, comme nous l'a-